Je suis en total désaccord avec le projet annoncé par Nicolas Sarkozy de geler les dotations de l'Etat aux collectivités locales en les *« modulant selon des critères de bonne gestion ».*
En effet, le déficit de l'Etat n'est pas imputable aux collectivités locales qui – contrairement à l'Etat – sont tenues de voter leurs budgets en équilibre.
De plus, le critère de « bonne gestion » invoqué par le chef de l'Etat se traduirait par la mise sous tutelle des collectivités locales. A l'heure de la décentralisation, ce n'est pas à l'Etat de juger les bons et les mauvais élèves. Comme l'a dit Philippe Laurent, maire (divers droite) de Sceaux : *« En démocratie, c'est l'élection qui est le critère de bonne gestion publique, pas une usine à gaz imaginée par des technocrates centraux ».*
Enfin, il ne faut pas oublier que les collectivités locales assument 75% des investissements publics. A l'heure où la relance est indispensable, ce n'est pas une bonne idée de réduire leur capacité d'investir.

Jean-Pierre Sueur

.

Phoca PDF